

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/08/2025	Net au 31/08/2024
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	46 439	30 474	15 965	22 986
Autres immobilisations incorporelles	9 735	9 735		
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains	176 583	170 213	6 370	7 952
Constructions	24 425 713	15 272 935	9 152 778	10 125 706
Installations techniques, matériels et outillages industriels	1 115 931	1 060 071	55 860	69 838
Autres immobilisations corporelles	2 043 468	1 486 711	556 757	599 208
Immobilisations corporelles en cours	140 577		140 577	
<i>Immobilisations financières</i>				
Autres titres immobilisés	2 698 000	17 830	2 680 170	3 655 171
Prêts	800		800	
Autres immobilisations financières	500		500	500
Total I	30 657 747	18 047 970	12 609 777	14 481 361
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks et en-cours</i>				
<i>Créances</i>				
Créances Usagers et comptes rattachés	12 089		12 089	10 627
Autres	103 662		103 662	476 119
<i>Autres postes de l'actif circulant</i>				
Valeurs mobilières de placement	2 373 660		2 373 660	2 351 990
Disponibilités	4 623 623		4 623 623	3 512 781
Charges constatés d'avance	172 790		172 790	173 946
Total II	7 285 824		7 285 824	6 525 462
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	37 943 571	18 047 970	19 895 600	21 006 822
<i>Legs nets à réaliser :</i> <i>acceptés par les organes statutairements compétents</i> <i>autorisés par l'organisme de tutelle</i> <i>Dons en nature restant à vendre :</i>				

Bilan passif

	Exercice 31/08/2025	Exercice 31/08/2024
FONDS PROPRES		
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>		
<i>Fonds propres statutaires</i>	278 079	278 079
<i>Fonds propres complémentaires</i>	430 504	430 504
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>		
<i>Fonds statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
<i>Ecart de réévaluation</i>		
<i>Réserves</i>		
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>		
<i>Réserves pour projets de l'entité</i>	3 375 000	3 375 000
<i>Autres réserves</i>		
<i>Report à nouveau</i>	7 279 813	6 859 798
Excédent ou déficit de l'exercice	652 003	420 015
Situation nette (sous-total)	12 015 400	11 363 397
<i>Fonds propres consommables</i>		
<i>Subventions d'investissement</i>	825 821	868 000
<i>Provisions réglementées</i>		
Total I	12 841 220	12 231 397
FONDS REPORTES ET DEDIES		
<i>Fonds reportés liés aux legs ou donations</i>		
<i>Fonds dédiés</i>		
Total II		
PROVISIONS		
<i>Provisions pour risques</i>		
<i>Provisions pour charges</i>	272 433	361 706
Total III	272 433	361 706
DETTES		
<i>Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)</i>		
<i>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</i>	5 614 013	6 444 302
<i>Emprunts et dettes financières diverses</i>	2 480	2 480
<i>Avances et commandes reçues sur commandes en cours</i>	459 976	459 825
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	205 224	467 367
<i>Dettes des legs ou donations</i>		
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	300 735	283 028
<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>	59 559	582 836
<i>Autres dettes</i>	92 998	116 362
<i>Instruments de trésorerie</i>		
<i>Produits constatés d'avance</i>	46 963	57 520
Total IV	6 781 947	8 413 720
<i>Ecart de conversion passif (V)</i>		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	19 895 600	21 006 822

Compte de résultat

	Exercice N 31/08/2025	Exercice N-1 31/08/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
<i>Ventes de biens et services</i>		
<i>Ventes de biens</i>	129 787	68 750
<i>Ventes de prestations de services</i>	5 210 305	4 828 827
<i>Produits des tiers financeurs</i>		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	1 806 356	1 780 185
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>	300	
<i>dont legs, donations et assurances-vie</i>	300	
<i>Reprises sur provisions et amortissements, transferts de charges</i>	125 209	130 402
<i>Autres produits</i>	130	2 090
Total I	7 272 087	6 810 254
CHARGES D'EXPLOITATION		
<i>Achats de marchandises</i>	133 929	62 147
<i>Autres achats et charges externes</i>	2 679 831	2 787 810
<i>Impôts, taxes et versements assimilés</i>	201 961	172 715
<i>Salaires et traitements</i>	1 904 369	1 724 860
<i>Charges sociales</i>	781 362	704 899
<i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations</i>	1 253 688	1 176 014
<i>Dotations aux provisions</i>	31 436	56 929
<i>Autres charges</i>	2 813	1 386
Total II	6 989 389	6 686 759
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	282 698	123 495
PRODUITS FINANCIERS		
<i>Autres intérêts et produits assimilés</i>	203 037	214 497
<i>Reprises sur provisions et transferts de charges</i>	30 065	31 738
Total III	233 102	246 235
CHARGES FINANCIERES		
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>		47 895
<i>Intérêts et charges assimilées</i>	116 871	120 393
<i>Différences négatives de change</i>		70
Total IV	116 871	168 358
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	116 231	77 877
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	398 929	201 373
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
<i>Sur opérations de gestion</i>	2 854	2 388
<i>Sur opérations en capital</i>		
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges</i>	251 180	240 642
Total V	254 034	243 030
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
<i>Sur opérations de gestion</i>	260	
<i>Sur opérations en capital</i>		
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>		24 387

Compte de résultat

Total VI	960	24 387
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	253 074	218 643
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I+III+V)	7 759 223	7 299 519
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	7 107 220	6 879 504
EXCEDENT OU DEFICIT	652 003	420 015

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'école :
OGEC DU SACRE COEUR

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/08/2025, dont le total est de 19 895 600 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 652 003 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2024 au 31/08/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association a une activité principale d'enseignement en primaire et en secondaire. Elle offre également en complément la restauration scolaire, l'internat, des garderies et des études surveillées.

Pour assurer ces missions, l'Ogéc du Sacré Coeur dispose de personnel enseignant mis à disposition par l'état en fonction du nombre de classes par section ouvertes et de personnel directement engagé par l'association ainsi que de locaux sis à Reims rue Courlancy loués à la fondation La Salle.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/08/2025 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-6 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le forfait d'externat versé par l'état est obligatoire et est attribué par année scolaire.

Le conseil régional verse deux participations obligatoires:

un forfait matériel attribué pour l'année civile
un forfait TOS attribué pour l'année scolaire

Le conseil général verse deux participations obligatoires:

un forfait matériel attribué pour l'année civile
un forfait TOS attribué pour l'année scolaire

La ville de Reims verse un forfait pour tous les élèves domiciliés dans la commune.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Aménagements des terrains : 50 ans
- * Constructions : 6 à 30 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 5 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 3 à 15 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	99 388	17 625	60 839	56 174
Immobilisations incorporelles	99 388	17 625	60 839	56 174
– Terrains	176 583			176 583
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui	12 623 335	13 429		12 636 764
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions	11 682 938	106 010		11 788 948
– Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 128 293	16 059	28 421	1 115 931
– Installations générales, agencements aménagements divers	300 104			300 104
– Matériel de transport	10 470			10 470
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 670 289	62 605		1 732 894
– Emballages récupérables et divers				
– Immobilisations corporelles en cours		140 577		140 577
– Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	27 592 014	338 680	28 421	27 902 273
– Participations évaluées par mise en équivalence				
– Autres participations				
– Autres titres immobilisés	3 698 000		1 000 000	2 698 000
– Prêts et autres immobilisations financières	500	1 000	200	1 300
Immobilisations financières	3 698 500	1 000	1 000 200	2 699 300
ACTIF IMMOBILISE	31 389 902	357 305	1 089 460	30 657 747

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent, suite à la décision prise par le conseil d'administration, la trésorerie immobilisée pour faire face au remboursement auprès des établissements de crédit. Elle ne peut être supérieure au montant du capital emprunté restant dû à la clôture de l'exercice.

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	76 403	24 646	60 839	40 209
Immobilisations incorporelles	76 403	24 646	60 839	40 209
– Terrains	168 632	1 582		170 213
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui	6 238 032	481 173		6 719 204
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions	7 942 536	611 195		8 553 731
– Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 058 455	30 038	28 421	1 060 071
– Installations générales, agencements aménagements divers	51 888	47 802		99 690
– Matériel de transport	10 470			10 470
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 319 297	57 253		1 376 551
– Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	16 789 309	1 229 043	28 421	17 989 931
ACTIF IMMOBILISE	16 865 712	1 253 689	89 260	18 030 140

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 289 841 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
<i>Créances rattachées à des participations</i>			
<i>Prêts</i>	800	800	
<i>Autres</i>	500		500
Créances de l'actif circulant :			
<i>Créances Clients et Comptes rattachés</i>	12 089	12 089	
<i>Autres</i>	103 662	103 662	
<i>Charges constatées d'avance</i>	172 790	172 790	
Total	289 841	289 341	500
<i>Prêts accordés en cours d'exercice</i>	1 000		
<i>Prêts récupérés en cours d'exercice</i>	200		

Produits à recevoir

	Montant
<i>Intérêts courus s/valeurs mobilière</i>	28 310
<i>Interets courus sur CAT</i>	45 350
Total	73 659

Dépréciation des actifs

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
<i>Immobilisations corporelles</i>				
<i>Immobilisations financières</i>	42 829		24 999	17 830
<i>Stocks</i>				
<i>Créances et Valeurs mobilières</i>	5 066		5 066	
Total	47 895		30 065	17 830
Répartition des dotations et reprises :				
<i>Exploitation</i>				
<i>Financières</i>			30 065	
<i>Exceptionnelles</i>				

Les titres sont dépréciés en fonction de la valeur au 31/08/2024 par rapport à la valeur d'achat.

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>	708 583				708 583
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>					
<i>Ecart de réévaluation</i>					
<i>Réserves</i>	3 375 000	420 015		420 015	3 375 000
<i>Report à Nouveau</i>	6 859 798		420 015		7 279 813
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>	420 015	-420 015	652 003		652 003
Situation nette	11 363 397		1 072 019	420 015	12 015 400
<i>Fonds propres consommables</i>					
<i>Subventions d'investissement</i>	868 000		209 004	251 183	825 821
<i>Provisions réglementées</i>					
<i>Droits de propriétaires (Commodat)</i>					
TOTAL	12 231 397		1 281 023	671 199	12 841 220

Subventions amortissables

Subventions à l'origine : 1 299 510 euros

Subventions amorties : 473 690 euros

Les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel au même

Notes sur le bilan

rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
<i>Litiges</i>					
<i>Garanties données aux clients</i>					
<i>Pertes sur marchés à terme</i>					
<i>Amendes et pénalités</i>					
<i>Pertes de change</i>					
<i>Pensions et obligations similaires</i>	240 997	31 436			272 433
<i>Pour impôts</i>					
<i>Renouvellement des immobilisations</i>					
<i>Gros entretien et grandes révisions</i>	120 709				
<i>Charges sociales et fiscales</i>					
<i>sur congés à payer</i>					
<i>Autres provisions pour risques et charges</i>					
Total	361 706	31 436			272 433
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
<i>Exploitation</i>		31 436	120 709		
<i>Financières</i>					
<i>Exceptionnelles</i>					

Il a été retenu le principe de comptabilisation d'une provision pour indemnité de départ en retraite selon la méthode rétrospective des unités de crédits projetées.

La convention collective retenue est la IDCC 3218.

Les hypothèses de calcul de la provision sont les suivantes:

- départ en retraite à 64 ans
- taux d'actualisation brut de 3,45%
- turnover faible
- évolution des rémunérations de 1% par an
- taux de charges patronales de 40%

Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 6 321 971 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
<i>Emprunts obligataires convertibles</i>				
<i>Autres emprunts obligataires</i>				
<i>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :</i>				
– à 1 an au maximum à l'origine				
– à plus de 1 an à l'origine	5 614 013	815 030	2 273 497	2 525 486
<i>Emprunts et dettes financières divers</i>				
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	205 224	205 224		
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	300 735	300 735		
<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>	59 559	59 559		
<i>Groupes-Associés et autres dettes</i>	95 478	95 478		
<i>Produits constatés d'avance</i>	46 963	46 963		
Total	6 321 971	1 522 989	2 273 497	2 525 486
<i>Emprunts souscrits en cours d'exercice</i>				
<i>Emprunts remboursés sur l'exercice</i>	828 735			
<i>Dettes contractées auprès des associés</i>				

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
<i>Fournisseurs – fact. non parvenues</i>	41 682
<i>Int.courus s/emp.aup.etablt.crédit</i>	3 923
Total	45 605

L'usage dans l'établissement est de considérer la période de référence des congés payés dans le cadre de l'annualisation du temps de travail du 1er septembre de l'année en cours au 31 août de l'année suivante.

Il est aussi d'usage de prendre tous les congés de cette période avant le dernier jour de l'exercice.

Par conséquent, aucune provision pour congés payés n'est comptabilisée.

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
<i>Charges constatées d'avance</i>	172 790		
Total	172 790		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
<i>Produits constatés d'avance</i>	46 963		
Total	46 963		

Notes sur le compte de résultat

Population scolaire

	2024/2025	2023/2024	2022/2023	2021/2022	2020/2021
Nombre d'élèves					
<i>Pré-élémentaire</i>	79	77	76	78	75
<i>Elémentaire</i>	248	242	242	223	224
<i>Primaire</i>	327	319	318	301	299
<i>Collège</i>	782	782	771	784	790
<i>Lycée général et technologique</i>	677	674	658	631	639
<i>Secondaire</i>	1 459	1 456	1 429	1 415	1 429
<i>Post Bac</i>	56	24	8		
<i>Post-Bac</i>	56	24	8		
Total Etablissement	1 842	1 799	1 755	1 716	1 728
<i>Externes</i>	<i>1 842</i>	<i>1 799</i>	<i>1 755</i>	<i>1 716</i>	<i>1 728</i>

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Subventions de fonctionnement

	2024/2025
<i>Autres subventions de fonctionnement</i>	
7351100000 – Académie – forfait externat	719 929
7352100000 – Région forfait externat – Matériel	254 422
7352200000 – Région forfait externat – Personnel	250 490
7353100000 – Dept forfait externat – Matériel	206 112
7353200000 – Dept forfait externat – Personnel	232 340
7354100000 – Commune siège	137 555
7480060000 – SUBVENTION DAREIC	100
7488010000 – SUBVENTION APEL	4 207
7488040000 – SUBVENTIONS DIVERSES	1 200
	1 806 356
TOTAL	1 806 356

Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les trois plus hauts dirigeants de l'association sont le président, le trésorier et le chef d'établissement coordinateur. Les deux administrateurs ne percevant pas de rémunération, communiquer la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants reviendrait à donner des informations individuelles préjudiciables à son caractère confidentiel.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
<i>Effets escomptés non échus</i>	
<i>Avals et cautions</i>	
<i>Engagements en matière de pensions</i>	
<i>Engagements de crédit-bail mobilier</i>	
<i>Engagements de crédit-bail immobilier</i>	
<i>Nantissement placements</i>	1 698 000
<i>Autres engagements donnés</i>	1 698 000
Total	1 698 000

Engagements reçus

	Montant en euros
<i>Plafonds des découverts autorisés</i>	
<i>caution solidaire conseil général de la Marne avec la fondation La Salle</i>	1 051 000
<i>Avals et cautions</i>	1 051 000
<i>Autres engagements reçus</i>	
<i>Legs nets à réaliser</i>	
Total	1 051 000

Autres informations

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

– Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 272 433 euros

OGEC PENSIONNAT DU SACRE COEUR

Association

86 rue de Courlancy

51096 REIMS CEDEX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 août 2025

A l'assemblée générale de l'association OGEC PENSIONNAT DU SACRE CŒUR,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OGEC PENSIONNAT DU SACRE COEUR relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

- .

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'assemblée générale.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les

informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

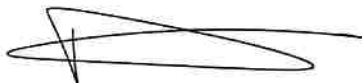
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Reims, le 3 décembre 2025

Le commissaire aux comptes

Grant Thornton SAS

Membre français de Grant Thornton International



Mallory DESMETTRE, Associé